

Non à la libre exploitation des travailleurs et des jeunes !

Tous les jeunes et tous les travailleurs doivent pouvoir bénéficier des mêmes droits, des mêmes conditions de travail, indépendamment de leur nationalité ! Nous ne pouvons pas accepter la reconduction de la soi-disant «*libre circulation des personnes*» parce qu'elle conduit en réalité à une baisse généralisée des salaires et à une dégradation des conditions de travail et d'étude.

Les faits le démontrent, la prétendue «*libre circulation des personnes*» est en réalité une politique de sous-enchère généralisée. En effet, il arrive de plus en plus que l'on fasse travailler des personnes sur des chantiers et dans des usines dans des conditions lamentables en Europe et en Suisse. 5 euros de l'heure, 1500 francs par mois ! et ce ne sont pas des cas isolés. Le «*plombier polonais*» n'a-t-il pas le droit de vivre lui aussi dignement du fruit de son travail ?

Cependant, dans les pays voisins, lorsque les syndicats veulent combattre la sous-enchère et imposer l'application des normes et conditions de travail en vigueur dans leur pays, la Cour européenne de justice déclare qu'il est illégal d'interdire le dumping, et annule donc les lois nationales qui protègent les travailleurs, et notamment les travailleurs détachés provenant de l'étranger. Au Luxembourg, par exemple, la loi selon laquelle tous doivent bénéficier des mêmes conditions de travail dans le cadre de la «*libre circulation*» a été déclarée non conforme aux directives européennes. Nous ne pouvons pas accepter cela !

Sous couvert de prétendue «*libre circulation estudiantine*», l'Union européenne, avec les accords de Bologne et la déclaration de Lisbonne (2000), est en passe de liquider les universités de service public et les HES, de livrer la science, la formation et la recherche au contrôle des multinationales et des spéculateurs, et d'ériger la compétitivité économique en seul critère pour la «*survie*» des universités et des instituts de formation et de recherche, dont la vocation de service public est dénaturée profondément, et dont l'indépendance académique est liquidée !

L'Europe des patrons, de la droite et des multinationales veut imposer, avec la «*libre circulation des personnes*», une concurrence déloyale entre les travailleurs. Cette politique pousse bien évidemment à la xénophobie car elle monte les travailleurs les uns contre les autres. De plus, elle nous amène tout droit vers la liquidation des droits acquis dans chacun des pays au prix d'années de lutte acharnée des travailleurs et étudiants:

- Le terme «*libre circulation des personnes*» est totalement mensonger et amène au racisme et non à la tolérance et à l'ouverture comme son nom semble l'indiquer.
- Cette prétendue «*libre circulation*» menace les CCT, les conditions de travail et les salaires.
- Elle fait peser une lourde menace sur l'avenir des jeunes travailleurs et étudiants.

Nous, jeunes travailleurs, lycéens ou gymnasiens, apprentis, étudiants, ne voulons pas vivre dans un monde sans droits dominé par les multinationales.

Contre le droit pour les capitalistes d'exploiter sans limites et d'épuiser toutes les ressources, à commencer par la force de travail !

Contre la politique de l'Union européenne qui ne cherche qu'à lever toutes les entraves à l'exploitation des travailleurs et des jeunes !

Nous soutenons la 6^{ème} rencontre de syndicalistes et de socialistes qui se tiendra à Berne le 22 novembre (voir au verso)

NON A LA PRETENDUE « LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES »

le 8 fevrier 2009



Pour plus d'informations sur le sujet: www.ucpo.ch

